

## MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE

### Décret n° 54-41 du 6 janvier 1954 concernant les diplômes d'Etat de moniteurs et directeurs de colonies de vacances.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de l'éducation nationale et du ministre de l'intérieur,

Vu le décret-loi du 17 juin 1938 relatif à la protection des enfants placés hors du domicile de leurs parents;

Vu le décret du 15 janvier 1947 portant transfert d'attributions du ministère de la santé publique et de la population au ministère de l'éducation nationale;

Le conseil de l'éducation populaire et des sports entendu,

Décète :

Art. 1<sup>er</sup>. — Le diplôme d'Etat de moniteur de colonies de vacances et le diplôme d'Etat de directeur de colonies de vacances comprennent les trois épreuves suivantes :

Stage de formation;  
Stage en colonie;  
Examen écrit.

Art. 2. — Les candidats au diplôme de moniteur et les candidats au diplôme de directeur doivent être respectivement âgés d'au moins dix-huit et vingt-cinq ans au 1<sup>er</sup> juillet de l'année où ils effectuent leur stage en colonie.

Art. 3. — Les candidats au diplôme de directeur doivent être titulaires du diplôme de moniteur. Des dérogations à cette règle pourront être accordées temporairement, par arrêté, aux candidats âgés de plus de trente-cinq ans pouvant justifier de références suffisantes en matière de colonies de vacances.

Art. 4. — Les examens sont organisés par régions académiques.

Le jury comprend :

Président, le recteur;

Vice-président, l'inspecteur principal de la jeunesse et des sports;

Membres :

Les inspecteurs d'académie ou leurs représentants;

Les directeurs d'école normale ou un professeur de l'école les représentant;

Les chefs des services départementaux de la jeunesse et des sports;

Des inspecteurs de la jeunesse et des sports;

Les directeurs et directeurs adjoints des établissements régionaux de la direction générale de la jeunesse et des sports;

Un ou plusieurs instructeurs spécialisés de la direction générale de la jeunesse et des sports;

Un ou plusieurs représentants des comités départementaux des colonies de vacances;

Un ou plusieurs représentants des délégations régionales des associations agréées pour la formation du personnel d'encadrement des colonies de vacances;

Un ou plusieurs représentants des associations régionales ou départementales des fédérations nationales agréées de colonies de vacances;

Un ou plusieurs directeurs et moniteurs de colonies de vacances ayant participé à l'encadrement d'une colonie de vacances au cours de l'année de l'examen et titulaires respectivement des diplômes de directeur et moniteur de colonies de vacances.

Art. 5. — Les diplômes de moniteur et directeur de colonies de vacances pourront être exigés du personnel d'encadrement des camps et colonies de vacances dans des conditions définies par arrêté du ministre de l'éducation nationale.

Art. 6. — Le certificat d'aptitude à l'enseignement dans les écoles de plein air ouvre les mêmes droits pour la direction d'une colonie de vacances que le diplôme de directeur de colonies de vacances.

Art. 7. — Les conditions générales d'organisation et de déroulement des épreuves seront déterminées par arrêté.

Art. 8. — Les diplômes de moniteur et directeur de colonies de vacances décernés par le directeur général de l'éducation nationale, pour l'Algérie, en application de l'arrêté gubernatorial du 31 juillet 1950, antérieurement à la publication du présent décret, sont assimilés aux diplômes d'Etat de moniteur et directeur de colonies de vacances.

Art. 9. — Sont abrogées les dispositions de l'arrêté gubernatorial du 31 juillet 1950, relatives à la délivrance des diplômes de directeur et de moniteur de colonies de vacances en Algérie (art. 6 à 10 inclus), ainsi que celles des arrêtés des 11 décembre 1950, 25 avril 1952 et 24 janvier 1953, complétant ou modifiant ces dispositions.

Art. 10. — Le ministre de l'éducation nationale et le ministre de l'intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 6 janvier 1954.

JOSEPH LANIEL.

Par le président du conseil des ministres :

Le ministre de l'éducation nationale,

ANDRÉ MARIE.

Le ministre de l'intérieur,  
LÉON MARTINAUD-DÉPLAT.

### Institution d'une commission consultative de la formation professionnelle de réparation de l'automobile, du cycle et du motocycle.

Le ministre de l'éducation nationale, le ministre de l'industrie et du commerce, le ministre du travail et de la sécurité sociale et le secrétaire d'Etat aux affaires économiques,

Vu la loi du 25 juillet 1919 relative à l'organisation de l'enseignement technique industriel et commercial;

Vu la loi n° 50-1619 du 31 décembre 1950 portant prorogation de l'homologation d'une cotisation professionnelle;

Vu l'arrêté du 22 décembre 1952 relatif au fonds de la formation professionnelle de réparation de l'automobile, du cycle et du motocycle,

Arrêtent :

Art. 1<sup>er</sup>. — L'article 9 de l'arrêté du 22 décembre 1952 est modifié et complété comme suit :

« Il est institué auprès du ministère de l'éducation nationale (direction de l'enseignement technique) une commission consultative de la formation professionnelle de la réparation de l'automobile et du cycle.

« Cette commission a la composition suivante :

« 1<sup>o</sup> Pouvoirs publics :

« Le directeur général de l'enseignement technique, président, ou, en son absence, le directeur adjoint de l'enseignement technique.

« L'administrateur civil de la direction de l'enseignement technique, chef du bureau chargé des taxes professionnelles.

« Le directeur du centre d'études et de recherches documentaires de l'enseignement technique.

« Un représentant du ministère du travail et de la sécurité sociale (direction de la main-d'œuvre).

« Deux représentants du ministère de l'industrie et du commerce, l'un au titre des industries mécaniques et électriques, l'autre au titre de l'artisanat ».

(Le reste sans changement.)

« 2<sup>o</sup> Employeurs :

« Neuf représentants... »

(Le reste sans changement.)

« 3<sup>o</sup> Salariés :

« Neuf représentants... »

(Le reste sans changement.)

Art. 2. — Le directeur général de l'enseignement technique, le directeur de l'organisation économique et du contrôle des entreprises publiques, le directeur des industries mécaniques et électriques, le directeur de la main-d'œuvre et le chef du service de l'artisanat sont chargés de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 12 décembre 1953.

Le ministre de l'éducation nationale,

Pour le ministre et par délégation :

Le chef de cabinet,  
ANDRÉ PORTAL.

Le ministre de l'industrie et du commerce,  
JEAN-MARIE LOUVET.

Le ministre du travail et de la sécurité sociale,  
PAUL BACON.

Pour le secrétaire d'Etat aux affaires économiques  
et par délégation :

Le conseiller technique,  
JOSEPH LÉGER.